

«Poutine est dans l'impasse, incapable de gagner ou d'abandonner cette guerre»

Intervista a Farida Roustamova

Malgré le refus du président russe de recevoir son homologue ukrainien, la rédactrice en chef du site « Vlast » entrevoit des signaux d'une dynamique de négociation de la part du chef du Kremlin

Vladimir Poutine a répondu par une fin de non-recevoir à la lettre de Volodymyr Zelensky proposant des négociations et un sommet entre présidents. Cependant, Farida Roustamova, politiste russe en exil, rédactrice en chef du site *Vlast* (« le pouvoir », *Vlast.is*), considère que, « *contraint et forcé* », le chef du Kremlin envoie des signaux d'ouverture. Face à la montée des mécontentements après plus de quatre ans de guerre, le système tout entier reste construit autour du président russe pour prévenir les contestations internes et maintenir le régime.

Sur le front, la guerre se poursuit et Vladimir Poutine répète qu'elle finira « lorsque les Russes auront atteint les objectifs fixés ». Dans ce contexte, le Kremlin est-il ouvert à la négociation avec Kiev ?

Vladimir Poutine doit sauver la face et, devant l'armée, il se montre toujours en apologiste de la guerre. Mais son plan, ce n'était pas une guerre longue. Bien sûr, il ne reconnaît pas d'erreur, mais il est dans l'impasse, incapable de gagner ou d'abandonner cette guerre. D'où ses signaux envoyés pour les négociations, contraint et forcé. En mai, Vladimir Poutine a suggéré que Gerhard Schröder, l'ex-chancelier allemand proche du Kremlin, serve d'intermédiaire : il savait que ce serait inacceptable pour Kiev et ses soutiens européens mais, au moins, le message d'ouverture a été lancé. Puis il a autorisé un homme d'affaires russe à se rendre à Kiev pour discuter. Le Kremlin

n'a pas précisé son nom, mais c'est sans doute Roman Abramovitch, l'oligarque déjà impliqué dans les pourparlers de 2022.

Pour sortir de l'impasse dans laquelle il s'est lui-même mis, Vladimir Poutine semble vouloir lancer une dynamique de négociation. La population russe, tout comme une grande partie des élites socio-économiques et politiques, demande la fin du conflit, peu importe le résultat : les gens sont fatigués de souffrir des méfaits de cette guerre qui, de plus en plus, se rapproche de leur quotidien.

Dans les sondages, la popularité de Vladimir Poutine baisse depuis trois mois en Russie. Est-ce le début de la fin pour le chef du Kremlin ?

Les sondages que vous évoquez ont été réalisés par l'institut de sondage officiel du Kremlin, VTsIOM. Il serait naïf de penser que ses résultats échappent au contrôle de l'administration présidentielle. Il ne faut pas exclure une manipulation du chef de cette administration, Sergueï Kirienko, pour servir ses intérêts face au FSB, le service fédéral de sécurité, successeur du KGB, dont est issu Poutine.

Le FSB ne cesse de renforcer la répression à l'intérieur du pays. Il est à la manœuvre pour les coupures et blocages d'Internet. Sa priorité : la sécurité et le contrôle, clé pour la « *stabilité* » chère au régime. Sergueï Kirienko, ex-premier ministre de Boris Eltsine, a au contraire en tête les législatives du 20 septembre. Son équipe, chargée d'orchestrer d'ici là la campagne électorale, doit garantir le nouveau succès de Russie unie, le parti du pouvoir, autre élément de cette « *stabilité* ».

Même si les deux clans travaillent au même objectif, à savoir le maintien du régime, leurs intérêts actuels sont contradictoires. D'où non pas des conflits mais des désaccords. Et, sans doute, une manipulation des opinions publiques de la part de Sergueï Kirienko. Il aurait demandé à VTsIOM de publier des sondages faisant apparaître en baisse la cote de Vladimir Poutine et en hausse les scores des vrais-faux partis d'opposition. L'objectif est d'envoyer un message au FSB par le biais de Poutine : il faut modérer les blocages d'Internet pour calmer les mécontentements, au moins avant les législatives.

Cela fonctionne-t-il ?

Non. Le FSB n'a pas reculé. Internet est accessible ici et là. Certaines mesures répressives, notamment sur les VPN [« *réseaux privés virtuels* » utilisés pour

contourner la censure et les blocages], ont été repoussées. Mais il n'y a pas de retour à la normale. Vladimir Poutine vient d'ordonner au gouvernement et au FSB de garantir l'accès aux « listes blanches » [*listes de sites et d'applications autorisés mais sous contrôle*] pendant le blocage général d'Internet, qui reste donc l'objectif. C'est un compromis. Mais le décret de Poutine de février donnant au FSB le pouvoir de couper tout moyen de communication, à tout moment et pour une durée indéterminée, reste en place.

Dans la population, les mécontentements sont-ils réels ?

La population est mécontente de la situation économique : hausse des impôts, taux d'intérêt élevés, baisse de la croissance économique, revenus qui progressent peu... Et puis la lassitude s'accroît après plus de quatre ans d'une guerre qui, de plus en plus, est devenue visible dans la vie des Russes. Enfin, les restrictions en ligne et les coupures d'Internet ont provoqué une colère généralisée. Tout comme le relèvement de l'âge de la retraite qui, en 2018, avait provoqué la dernière chute importante de cote de popularité de Poutine, il s'agit d'une erreur stratégique du régime. Mais est-il menacé pour autant ? Le système tout entier construit autour du président est conçu pour prévenir la moindre contestation interne. Il s'adapte.

Avec l'influence croissante du FSB, Vladimir Poutine peine-t-il désormais à exercer son rôle d'arbitre entre les clans et à maintenir des compromis ?

Pour les affaires courantes, son rôle d'arbitre s'est affaibli car il donne toute son attention à la guerre en Ukraine, laissant les autres s'occuper des dossiers intérieurs. Mais l'exemple des « listes blanches » rappelle que Poutine peut encore décider de compromis entre le FSB et l'administration présidentielle. C'est un fait : il écoute davantage le FSB. Mais on ne sait pas qui a le contrôle sur qui : Poutine sur le FSB ou le FSB sur Poutine ? Parallèlement, on voit depuis six mois que la sécurité autour du président s'est encore renforcée. Par peur des drones ou d'assassinat, il a cessé de voyager en région, sa dernière visite remontant à Samara, en novembre 2025.

Par ailleurs, il peine à définir le nouveau contrat social avec les Russes : après la hausse des revenus au début de sa présidence puis la promesse du retour de la fierté nationale avec sa guerre en Ukraine, il ne sait pas quoi leur proposer aujourd'hui pour, en échange, obtenir leur passivité politique et maintenir la survie de son pouvoir. Dans le

systeme, on sent donc des tensions, des hésitations. Le régime n'est pas pour autant au bord de l'effondrement. Il reste fragile. Sans doute, tout changement surviendra de manière soudaine et inattendue.